

ÉDITORIAL

Racisme et mépris de classe aux municipales

PAR FABIEN GAY, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ



A lors que la campagne des élections municipales a cristallisé les tensions, le niveau est encore monté d'un cran au sortir des résultats. Que des maires, démocratiquement élus, soient pris pour cible en raison de leur origine, de leur nom ou de leur couleur de peau est une honte pour la République. De Saint-Denis au Blanc-Mesnil, en passant par Mantes-la-Jolie, des édiles sont victimes de racisme. Comme si, aux yeux de certains, ils ne pouvaient ni incarner l'autorité républicaine ni porter avec dignité l'écharpe tricolore. C'est l'idée même de citoyenneté qui est attaquée par ces relents xénophobes.

Pourtant, ces maires n'ont pas conquis leur mandat autrement que par les urnes, comme les autres. Ils sont l'expression d'un choix démocratique clair, celui de dizaines de milliers d'habitantes et d'habitants qui ont décidé, librement, de confier leur avenir à celles et ceux qui comprennent leur quotidien, qui ne sont pas déconnectés des problématiques locales, qui ne brutalisent pas les plus vulnérables et dont ils estiment qu'ils sont les plus à même de les représenter.

Pour certains, à droite et à l'extrême droite, l'égalité républicaine est à géométrie variable. Elle s'arrête là où commencent les origines, les patronymes, les trajectoires sociales avec l'idée insidieuse que certains Français seraient plus légitimes que d'autres pour représenter la nation. Cela délégitime les votes des habitants, en jouant sur des peurs infondées et des fantasmes malfaisants quant au devenir de ces communes.

Les réactions hostiles de responsables politiques ou de certains médias bollorisés révèlent un racisme persistant, décomplexé, mais aussi un mépris de classe profondément enraciné. Comme si la légitimité politique restait l'apanage d'un profil unique, figé dans le temps : souvent un homme, blanc, âgé, issu de certains cercles, fruit de la reproduction d'une « élite ». À l'inverse, ces nouveaux maires incarnent une richesse et une diversité collective : celle d'un pays pluriel, traversé d'histoires multiples, mais uni par un même idéal

de justice et de progrès. Leur engagement est souvent le fruit d'un long parcours, fait d'investissement local, de militantisme, de proximité avec les habitants. Leur élection est le signe d'une confiance populaire que les perdants refusent d'admettre.

Dans le même temps, une autre réalité interpelle. Comment accepter qu'un maire soit contesté pour ce qu'il est, tandis qu'un autre puisse être soutenu malgré ce qui lui est reproché, c'est-à-dire des plaintes pour quatre viols avec interdiction d'être présent sur le territoire de sa ville ? Comment tolérer que l'apparence ou le parcours social déclenchent une hostilité immédiate, quand des comportements répréhensibles sont relativisés ? Cette injustice fragilise profondément la confiance dans les institutions et alimente un sentiment d'abandon et de colère. Nous devons être nombreux à dénoncer les dérives et attaques racistes. Continuons de refuser les caricatures et les stigmatisations des citoyens, notamment ceux des quartiers populaires.

La diversité n'est pas une menace, elle est une force. Elle enrichit notre vie collective, elle renforce notre démocratie, notamment parce que des citoyens et des citoyennes se sentent enfin représentés. C'est un fait. Tout cela doit nous interroger au moment où l'absentéisme est toujours aussi élevée et où la crise démocratique s'aggrave.

Ces maires, aujourd'hui pris pour cible, sont aussi les visages d'une République qui avance, celle d'une France où chacun, quelle que soit son origine, peut aspirer à représenter les autres, à servir l'intérêt général et à porter haut les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité ! ●

Ces nouveaux maires incarnent la richesse et la diversité collective d'un pays pluriel, traversé d'histoires multiples, mais uni par un même idéal de justice et de progrès.